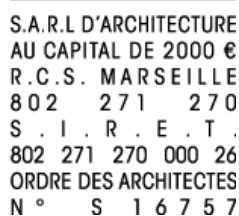


## 46 RUE LANDIER - 13008 MARSEILLE F

MAITRE D'OUVRAGE  
**DIRECTION REGIONALE  
DES FINANCES  
PUBLIQUES**

## CCTP – LOT B DÉCORATION VÉGÉTALE

[illegible]

## SOMMAIRE

<b>LOT B : DÉCORATION VÉGÉTALE</b>	<b>3</b>
<b>1. GENERALITÉS</b>	<b>3</b>
<b>2. PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DU PRESENT LOT</b>	<b>4</b>
<b>3. PRESTATIONS IMPLICITES A LA CHARGE DU PRESENT LOT</b>	<b>4</b>
3.1. QUALIFICATIONS	7
3.2. OBLIGATIONS PROPRES A L'ENTREPRISE	7
3.3. RECEPTION DES SUPPORTS	7
3.4. RECEPTION DES TRAVAUX	7
3.5. VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT A L'ENTREPRISE	7
3.6. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESENT LOT	8
3.6.1. AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX :	8
3.6.2. A LA TERMINAISON DES TRAVAUX :	8
3.6.3. DESSINS D'EXECUTION - FRAIS DE TIRAGE :	8
3.7. CONSISTANCE DES TRAVAUX	8
3.8. ETENDUE ET LIMITE DES PRESTATIONS	9
3.9. PLANS ET DOCUMENTS TECHNIQUES	10
3.9.1. GENERALITES :	11
3.9.2. ETUDES :	11
3.9.3. SONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE :	11
3.9.4. OBLIGATIONS PROPRES A L'ENTREPRISE :	11
3.9.5. ECHANTILLONS :	12
3.10. COORDINATION AVEC LES AUTRES INTERVENANTS	12
3.11. HYGIENE, SECURITE ET SANTE SUR LE CHANTIER	13
<b>4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES</b>	<b>13</b>
4.1. DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE	13
4.2. SPECIFICATIONS CONCERNANT LES MATERIAUX et ouvrages	13
4.2.1. GARANTIES	13
4.2.2. DESIGN ET ESTHÉTIQUE :	14
4.2.3. PROTECTION :	14
4.2.1. NETTOYAGE :	14
4.3. CONDITION DE RECEPTION DES TRAVAUX	14
<b>5. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES – DÉCORATION VÉGÉTALE</b>	<b>15</b>
5.1. GÉNÉRALITÉS	15
5.1.1. Caractéristiques techniques	15
5.1.2. Performances attendues	15
5.1.3. Fournitures et prestations incluses	15
5.2. DESCRIPTION DES FOURNITURES	16
5.2.1. Espace atrium	16
5.2.2. Pots individuels des bureaux et circulations	16

# LOT B : DÉCORATION VÉGÉTALE

---

## 1. GENERALITÉS

---

### Définition de l'opération

Le présent CCTP a pour objet la réalisation des ouvrages du lot n°B Décoration végétale, du bâtiment des finances publiques de Marseille, situé au 46 Rue Liandier dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Marseille.

Le projet consiste au réaménagement partiel d'un bâtiment existant destiné à un usage tertiaire, soumis au code du travail, en espaces de travail innovants.

Situé sur les parcelles 842E 114 et 115, ce bâtiment se compose en une aile Nord et une aile Sud, reliées entre elle par un noyau de service, se développant sur quatre niveaux (RDC, R+1, R+2, R+3) et sur des parkings en sous-sol.

Sa réhabilitation répond aux besoins actuels en termes de confort, d'ergonomie et de performance énergétique.

Les travaux s'effectueront pour partie en site occupé, les travaux ne concernant pas le premier étage de l'aile Sud et une partie du RDC (Zone Archives).

La surface de plancher et les dégagements existants sont inchangés.

Les travaux consistent principalement en travaux de second œuvre : Recloisonnement intérieur, réfection des installations techniques et des revêtements de finitions.

Le recloisonnement et redistribution intérieure entraîne ainsi quelques travaux de Gros Œuvre : 2 RSO pour nouveaux accès au 3<sup>e</sup> étage de l'aile Sud et Création d'un Local Pompe à Chaleur (PAC) en RDC.

Les menuiseries extérieures ne sont pas remplacées dans le cadre du projet.

Les travaux concernent ainsi les niveaux ci-dessous :

- Toiture au niveau du Local Chaufferie
- R+3 en totalité
- R+2 en totalité
- R+1 Aile Nord et noyau central
- RDC pour partie

## **2. PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DU PRESENT LOT**

---

L'Entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge la réalisation de l'ensemble des ouvrages de décoration végétale.

Les travaux comprendront de manière générale la fourniture et la pose de la totalité des ouvrages décrits dans le présent C.C.T.P.

L'Entrepreneur du présent lot est tenu de prendre connaissance :

- Des documents généraux administratifs C.C.A.P où il trouvera les conditions générales du marché et les obligations générales à tous les corps d'état
- Le C.C.T.C. – Cahier des Clauses Techniques Communes
- De l'ensemble du présent C.C.T.P. où il trouvera les obligations concernant le présent lot.
- Des C.C.T.P. des autres corps d'état pouvant avoir des répercussions sur son propre lot afin de déterminer d'une manière précise la nature, la qualité et la désignation des ouvrages sur lesquels il doit intervenir.

**Le présent C.C.T.P. ne peut être dissocié des autres C.C.T.P. et des documents écrits ou graphiques dont l'ensemble constitue le dossier d'appel d'offres qui est réputé parfaitement connu, dans toutes ses parties, par l'Entreprise.**

**L'Entrepreneur ne pourra arguer d'omission ou d'oubli dans ce C.C.T.P. et devra se renseigner auprès du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage pour tout ce qui pourrait lui paraître incomplet, erroné ou ambigu.**

**La méconnaissance de ces pièces ne pourra être admise pour une éventuelle demande de supplément de prix. Il lui appartient de se procurer ces documents en temps utile et de les réclamer au Maître d'œuvre, le cas échéant.**

Les échafaudages, la manutention, le levage, la distribution des matériaux, la fourniture des fluides, le nettoyage des locaux dans lesquels il est intervenu sont à la charge du présent lot.

Le marché étant traité à prix global et forfaitaire, l'entrepreneur devra assurer toutes les fournitures et travaux de la profession, nécessaires et utiles au complet achèvement de l'ouvrage selon les règles de l'Art.

## **3. PRESTATIONS IMPLICITES A LA CHARGE DU PRESENT LOT**

---

### **Contrainte technique**

L'ensemble des travaux sera réalisé suivant les règles de l'Art et en application avec les DTU et règlements divers en vigueur lors de la remise de l'offre.

### **Sécurité**

Durant toute la période des travaux, l'Entrepreneur devra assurer une protection de ses ouvrages ; il sera responsable de tous risques découlant de l'exécution de ses travaux; en outre il devra faire interdire les zones concernées par ses travaux et appliquer toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité en dehors des jours ouvrables.

### **Libre accès aux équipements urbains riverains**

L'Entrepreneur prendra toutes dispositions pour maintenir le libre accès aux équipements urbains riverains et assurer la circulation des piétons et des véhicules sur les voies actuelles.

### **Bruits de chantier**

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier. L'entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et il aura à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions mitoyennes existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

### **Accès de chantier :**

L'Entrepreneur du présent lot devra être vigilant et participer à maintenir l'entretien des accès au chantier, depuis la voirie publique et des voies internes au chantier, quels que soient les travaux à réaliser.

L'Entrepreneur doit apporter un soin tout particulier à la protection de l'environnement et du bâti existant et prendre toutes les précautions pour ne pas dégrader les voiries publiques ou privées situées dans les environs immédiats du chantier.

L'Entrepreneur reste responsable de tous les dégâts ou dommages qui en résulteraient du fait de l'activité du chantier.

### **Vis-à-vis des riverains et avoisinants :**

Durant toute la période de construction, les entreprises s'engagent à prendre toutes les dispositions pour limiter les perturbations liées à la réalisation du chantier, notamment :

L'accès au chantier pour les camions, engins et véhicules des entreprises de quelque nature qu'ils soient.

En apportant un soin tout particulier à la protection de l'environnement du bâti existant et lors de l'exécution des travaux.

S'engagent à reprendre à leurs frais les reprises d'éventuels désordres qui seront constatés sur les immeubles riverains, en cours ou à la fin du chantier qui seraient dus à la réalisation du chantier.

Les abords devront être maintenus en parfait état de propreté à tous les stades du chantier

Les entreprises devront travailler aux heures et jours ouvrables. Aucun travail bruyant ne devra être exécuté de nuit ou le jour du repos dominical. Toute dérogation au présent article ne pourra être qu'exceptionnelle et justifiée par des impératifs de chantiers exceptionnels qui devront être expressément et par écrit autorisé par le Maître d'ouvrage.

### **Vis-à-vis des services concédés / services municipaux :**

Durant toute la période de construction, les entreprises effectueront les démarches et demandes auprès de l'ensemble des services concédés et l'obtention des autorisations nécessaires.

Les entrepreneurs permettront et faciliteront l'accès du chantier aux services concédés qui le souhaite, pour la réalisation de relevé, sondages et interventions éventuelles qui leur sont nécessaires, sans qu'ils puissent se prévaloir d'indemnité complémentaire.

Ces prestations étant réputées être comprises dans leurs offres de prix.

### **Maintien en état des voies, réseaux, etc...**

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

L'entrepreneur devra dans tous les cas prévenir les propriétaires ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître de l'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des

pouvoirs publics. Il devra à ses frais assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

### **Remise en état des lieux**

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état par l'entrepreneur.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le cinquième jour après la réception des travaux.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### **Prescriptions techniques**

L'entrepreneur devra livrer et installer tous les ouvrages définis par les plans et le CCTP.

Il devra consulter tous les plans d'Architectes ou tout document donnant des informations complémentaires. Ces plans sont contractuels.

Le comportement requis des ouvrages est décrit en détail ci-après dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et étude acoustique et thermique.

Ce lot comprend l'élaboration, la fourniture, l'assemblage, l'installation et la protection des éléments constituant ses ouvrages, consistant essentiellement en la fabrication, la finition, le transport, le stockage et la pose ainsi que toutes les adjonctions qui les complètent.

### **Dimensions des existants**

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des côtes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.

### **Gestion des déchets de chantier**

Chaque entreprise attributaire d'un lot devra assurer le tri de ses déchets en fonction des critères réglementaires :

- Déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelages, béton, ...);
- Déchets industriels banals (autres que les emballages propres);
- Déchets d'emballages propres ;
- Déchets dangereux (résidus de colles, emballages divers souillés par des produits toxiques, ...).

Elle devra assurer la fourniture de bennes séparées, si nécessaire, pour le stockage des différents types de déchets, l'évacuation des déchets vers les décharges appropriées et le suivi de ces déchets.

**TOUT DÉFAUT DE PROPRETÉ OU D'ÉVACUATION DE DÉCHETS SERA INDIQUÉ PAR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE. EN CAS D'INACTION, UN PRESTATAIRE SERA MANDATÉ ET LES FRAIS SERONT IMPUTÉS À LA OU LES ENTREPRISES DÉFAILLANTES.**

### **Objectif environnemental :**

Ce niveau sera à justifier en phase Exécution.

**Toutes variantes ayant un impact sur les performances acoustiques, thermiques, énergétiques ou environnementales du projet devra être soumise au VISA.**

### **3.1. QUALIFICATIONS**

---

L'entrepreneur réalisant les travaux du présent lot devra :  
soit posséder les certifications QUALIBAT suivantes :  
soit présenter des références équivalentes

### **3.2. OBLIGATIONS PROPRES A L'ENTREPRISE**

---

Il est expressément rappelé que l'Entrepreneur n'est pas un simple exécutant ou fournisseur mais, dans la réalisation de ses travaux, un spécialiste avisé et un technicien responsable d'une pratique éprouvée.

Ses connaissances lui font un devoir de signaler, en temps utile au Maître d'Œuvre, les erreurs ou omissions concernant les dispositifs adoptés, leur mise en œuvre, le manque éventuel de coordination des prescriptions imposées aux Entrepreneurs chargés des ouvrages sur lesquels il doit intervenir.

En conséquence, la mise à exécution des dispositions techniques prévues dans le présent dossier, engage la responsabilité de l'Entrepreneur et implique ipso facto qu'il a fait siennes les dispositions adoptées. Si tel n'était pas le cas, l'Entrepreneur devra faire parvenir, au plus tard avant l'exécution des travaux, ses observations au Maître de l'Ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **3.3. RECEPTION DES SUPPORTS**

---

Le titulaire du présent lot procédera, à une réception des supports avant pose de ces ouvrages. Les supports devront être plans et stables, l'Entrepreneur est tenu de s'informer de la nature des supports, ainsi que des sujétions ultérieures pouvant lui être imposées.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur du présent lot assurera le nettoyage et le dépoussiérage du support qui devra être débarrassé de toutes traces de plâtre, gravas et déchets, et ensuite réceptionner les supports.

En cas de contestation, les supports seront remis en état par le lot Gros Œuvre et / ou du lot Plâtrerie, conformément aux normes, puis vérifiés et acceptés sans réserve par l'Entrepreneur du présent lot.

Pendant la phase Gros Œuvre et de Plâtrerie, l'Entrepreneur est tenu de vérifier périodiquement les supports et d'informer le Maître d'Œuvre de leur qualité, par écrit ou au cours des réunions de chantier.

A la suite de la réception des supports, un procès-verbal sera dressé et aucune réclamation ultérieure ne sera plus admise. L'Entrepreneur du présent lot demeurera seul responsable des malfaçons ultérieures et ne pourra se prévaloir du mauvais état du support dans le cas d'une mauvaise tenue ou présentation de son revêtement.

Tout commencement de pose par l'Entrepreneur du présent lot équivaut à une acceptation sans réserve des supports.

### **3.4. RECEPTION DES TRAVAUX**

---

#### **En complément du CCAG Travaux – Arrêté du 30 mars 2021**

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder à un contrôle de conformité des installations par rapport aux documents du marché, par un organisme agréé de son choix. Ce contrôle sera à la charge du Maître de l'Ouvrage si le rapport ne révèle aucune anomalie et à la charge de l'Entrepreneur si le rapport signale des non-conformités vis-à-vis des plans et pièces écrites.

Après cette visite, l'Entrepreneur disposera d'un délai de 15 jours pour mettre ses installations en conformité. La réception ne sera prononcée qu'après la mise en conformité.

### **3.5. VERIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT A L'ENTREPRISE**

---

Le contrôle de l'exécution des travaux s'effectuera dans les conditions définies par le CCAG Travaux dernière édition.

Si les pièces contractuelles, les instructions du Maître d'Œuvre, de l'organisme de contrôle ou des assurances, stipulent qu'une partie des ouvrages doit être particulièrement vérifiée ou approuvée, l'Entrepreneur doit prévenir le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage au moment où les travaux sont prêts pour le contrôle.

En outre, au titre du contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, réalisera les vérifications suivantes :

Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées.

Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifiera, tant au stade de la conception et à celui de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état, permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

Au niveau de l'installation, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., aux différentes normes, en particulier, celles liées au code du travail, et aux Règles de l'Art.

Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les Règles Professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

### **3.6. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE PRESENT LOT**

---

#### **3.6.1. AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX :**

En sus des documents demandés par les pièces générales du marché, l'Entrepreneur devra fournir une liste des matériels avec marques, types et caractéristiques techniques, les renseignements nécessaires aux autres corps d'état : plans de réservations, hauteur du support, etc...

#### **3.6.2. A LA TERMINAISON DES TRAVAUX :**

Dès que possible et obligatoirement avant la réception des ouvrages, l'Entrepreneur devra remettre au Maître d'Œuvre, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) certifié conforme à l'exécution.

Constitué de :

- Des plans d'implantation de la décoration végétale
- Des fiches techniques et les notices de fonctionnement et d'entretien des différents équipements avec indication de leur provenance.
- Les procès-verbaux d'essais de tous les matériaux, les certificats des essais COPREC.
- Les avis techniques, classement, etc. ...
- Les plans devront comporter sur le cartouche la mention "Plan de recollement conforme à l'exécution", le tampon et la signature de l'Entreprise.

#### **3.6.3. DESSINS D'EXECUTION - FRAIS DE TIRAGE :**

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'états.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions de ses ouvrages, les axes et les dimensions des trous et feuillures éventuelles à réserver.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution.

### **3.7. CONSISTANCE DES TRAVAUX**

---



L'entrepreneur devra réaliser tous les ouvrages de décoration végétale. Il devra consulter tous les plans d'Architectes ou tout document donnant des informations complémentaires. Ces plans sont contractuels.

Le comportement requis des ouvrages est décrit en détail ci-après dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et étude acoustique et thermique.

Ce lot comprend l'étude, la fourniture, l'installation et la protection des éléments constituant ses ouvrages, consistant essentiellement en la fabrication, le transport, le stockage et la pose ainsi que toutes les adjonctions qui les complètent.

**Outre les obligations de l'entrepreneur, rappelées ci-avant, il est précisé que l'entrepreneur devra également fournir et tiendra compte des sujétions suivantes :**

- La fourniture, le transport, le déchargement, le stockage et la distribution sur le chantier,
- Le montage, la fixation, les adjonctions de raccordement et de réglage, les quincailleries et accessoires nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages définis dans le présent .,
- Les échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution des travaux,
- Les dispositifs de protection des ouvrages contre toutes les dégradations,
- Les dispositions de sécurité et d'hygiène inhérentes au personnel,
- Les fourreaux, fixations et ouvrages annexes nécessités par l'installation,
- Les notices d'entretien,
- Les contrôles et essais des ouvrages y compris frais correspondants,
- L'exécution et la pose des détails et ouvrages d'accompagnement fournis par un autre corps d'état et devant être intégré à ses propres ouvrages.
- Tous les échantillons de matériaux à présenter lors de la période de préparation.
- veiller à ne pas endommager les ouvrages des autres corps d'état, dont la détérioration et les conséquences en découlant seraient entièrement à sa charge.

L'entrepreneur devra également :

- Le stockage correct des matériaux en locaux couverts (le stockage à l'air libre est interdit).
- La coordination avec les autres corps d'état.
- La fixation de ses ouvrages dans leur position définitive et la fourniture et pose de tous leurs accessoires et pièces divers en liaison aux autres éléments de la construction.
- Avant passation de ses commandes, la vérification des côtes projetées et exécutées pour s'assurer que les ouvrages prévus à son lot peuvent être mis en œuvre sans problème.
- La fourniture aux autres corps d'état des réservations qui lui sont nécessaires.
- Le remplacement ou la réparation (si possible) des ouvrages dégradés pendant la période des travaux. A charge du présent lot de se retourner contre le ou les responsables pour obtenir réparation financière des dommages subis.
- La garde et la gestion des clés jusqu'à la réception des travaux, notamment pendant la phase d'installation.
- La fourniture des différents PV de réaction au feu des matériaux mis en œuvre, chaque document portant clairement la mention de l'ouvrage auquel il se rapporte, accompagné de plans de localisation au format A3.
- L'évacuation des cartons, protections, emballages, etc, y compris mise en décharge

### **3.8. ETENDUE ET LIMITE DES PRESTATIONS**

Doivent être prises en compte, toutes les dispositions portées ou non sur les plans généraux ou de détail aux différentes échelles et toutes les indications énoncées au présent document et les prescriptions des documents de référence sans leur donner un caractère limitatif.

Les Cahiers des charges techniques particulières définissent les prestations et limites de chaque lot dans ses interfaces avec les autres corps d'état.

La description des ouvrages et de la prestation fait partie des CCTP propres aux lots, le cahier des limites de prestations ne reprend que des ouvrages dont l'exécution fait intervenir plusieurs intervenants.

Il est bien précisé que tous les travaux nécessaires ou simplement utiles, au parfait achèvement des ouvrages sont compris dans le prix global, notamment ceux énumérés ci-après, dont la liste n'est pas exhaustive :

- Transport, montage, pose, levage et manutention à toute hauteur, les échafaudages et protections nécessaires.
- Travaux préparatoires et accessoires à la pose des ouvrages, sans aucune limitation.
- Le nettoyage des locaux du lieu de l'intervention, l'enlèvement et évacuation hors chantier de tous les résidus et gravois au fur et à mesure de l'exécution des travaux.
- Tous les essais pouvant être exigés par le Maître d'œuvre ou le Bureau de Contrôle, imposés ou pas, par la réglementation, tous les réglages nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages en fin de travaux et après réception.
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour tous les montages, essais, reprises, finitions, etc ... de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception.
- Toutes sujétions pour façonnages et découpes spéciales.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. Nécessaire pour respecter les délais d'exécution.
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.
- La réalisation en temps utile des plans d'exécution nécessaires à la prise en compte des contraintes par les autres corps d'état.

Le marché étant traité à prix global et forfaitaire, l'Entrepreneur devra assurer toutes les fournitures et travaux de sa profession, nécessaires et utiles au complet achèvement de l'ouvrage selon les Règles de l'Art, sans qu'il soit possible à l'Entrepreneur de réclamer, pour quelque cause que ce soit, telle que difficulté de réalisation ou imprécision dans le présent document.

**Remarque importante :**

L'ensemble du projet nécessite une qualité d'exécution et de finition particulièrement soignée.

La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser certains éléments s'ils ne présentent pas la qualité d'aspect demandé à travers le présent dossier.

Il est bien précisé que, en cas de défaut constaté, l'entrepreneur aura à sa charge les reprises, changements, modifications et leurs conséquences en termes de coûts et de planning.

**Avertissement :**

Marques et références :

Le matériel "équivalents" présentés et mis en œuvre par l'entreprise devront l'être tant techniquement qu'esthétiquement.

Par équivalent technique, il faut comprendre :

- caractéristique de tous les composants,
- performances techniques identiques,

Par équivalent esthétique, il faut comprendre :

- la forme générale,
- son occupation de l'espace,
- ses matériaux constitutifs,
- ses couleurs et finitions,
- etc ...

### 3.9. PLANS ET DOCUMENTS TECHNIQUES

---

### 3.9.1. GENERALITES :

L'entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre toutes les études, plans et documents d'exécution, indispensables à la bonne marche des travaux.

Les ouvrages imprévus mais nécessaires au complet achèvement et qui apparaîtraient lors de cette étude seront réputés faire partie intégrante du forfait. Avant toute exécution, chaque entrepreneur vérifiera toutes les côtes des dessins qui lui seront soumis, ainsi que toutes les dispositions particulières aux plans pouvant influencer ses travaux. **Il signalera toutes les dispositions qui lui sembleraient contraires à la réglementation, ainsi que les erreurs ou omissions qu'il aurait pu relever.**

Il effectuera, en temps utile, auprès du Maître d'œuvre, la remise de tous ces renseignements complémentaires. L'entrepreneur reste responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences en résultant.

### 3.9.2. ETUDES :

L'entrepreneur devra demander toutes précisions nécessaires à son étude et fournira tous renseignements qui pourraient lui être demandés par les autres entreprises.

Avant toute exécution, les entrepreneurs sont tenus de soumettre leurs remarques et plans d'implantations à l'approbation du Maître d'œuvre et à l'organisme de contrôle et ce, suffisamment à temps pour ne pas retarder la marche normale des travaux.

En aucun cas, un entrepreneur ne pourra invoquer une insuffisance, ou manque de renseignements, pour justifier une erreur ou un retard quel qu'il soit. Il signalera en temps utile au Maître d'œuvre, les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auxquels les ouvrages sont destinés.

Il est spécifié qu'aucun supplément ne sera dû pour des modifications de détails nécessitées par les exigences de l'installation ; les détails donnés en cours d'exécution par le Maître d'œuvre seront considérés comme explication des documents contractuels et non comme des travaux supplémentaires, sauf si cela est formellement spécifié par un ordre de service visé par le maître de l'ouvrage.

Les plans d'implantation devront être fournis dans un délai de 30 jours après délivrance de l'O.S de démarrage. Passé ce délai, les éventuels percements seront à la charge du présent lot.

L'entreprise devra fournir les fiches techniques des arbres reconstitués et accessoires (Attestation de PV d'ignifugation, certification d'origine des matériau, plans d'exécution et modèles de fixation validés)

### 3.9.3. SONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE :

- le coût des essais à réaliser sur les divers éléments
- le coût de procédures diverses telles que mises en place de procédure d'autocontrôle qu'une fabrication ou une mise en œuvre spécifique l'exige, celles-ci étant laissées à l'appréciation du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Tous les plans d'exécution seront cotés en mètre, à des échelles convenables. L'entrepreneur devra vérifier sur place toutes les côtes nécessaires pour la vérification de ses ouvrages à installer.

Toutes les modifications ou rectifications aux plans d'exécution et tous les plans supplémentaires demandés par le Maître d'œuvre ou le bureau de contrôle sont à la charge de l'entreprise.

L'approbation par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle des documents d'exécution produits par l'entrepreneur, ne dégageront en rien celui-ci de ses responsabilités en cas d'erreur ou d'omission.

L'entrepreneur prendra à sa charge les frais éventuels consécutifs à l'aménagement et aux modifications demandées par le Bureau de contrôle et le Maître d'œuvre dans un but de coordination et de contrôle de qualité.

L'entrepreneur produira tous les certificats déclarant que tous les composants et unités incorporés dans les travaux contractuels sont conformes à tous égards aux exigences réglementaires.

### 3.9.4. OBLIGATIONS PROPRES A L'ENTREPRISE :

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra en outre :

- La réalisation et l'application du plan d'hygiène et de sécurité, toutes sujétions demandées par le Conducteur d'opération et le Coordonnateur Santé Sécurité et toutes prescriptions liées à la sécurité des personnes et des biens en cours de travaux.
- La quote-part de l'entrepreneur au compte prorata et compte inter-entreprise.
- Les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comportant au minimum :
  - o Les plans d'exécution mis à jour portant la mention conforme à l'exécution.
  - o Les notices d'entretien de tous les ouvrages qui le nécessite.
  - o Un cahier dans lequel sera compilé la totalité des documentations relatifs aux matériels mis en œuvre.
  - o Les documents devront être des documents originaux, couleur, soigneusement repérés accompagnés des coordonnées du fabricant et fournisseurs clairement identifiés.
  - o Les PV d'essai au feu
- Le dossier des ouvrages exécutés DOE devra être présenté dans un classeur (un classeur par exemplaire) suivant méthodologie demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle, le coordonnateur Santé Sécurité.
- Prévoir 2 exemplaires minimums sur un support papier et un informatique de type USB.

### 3.9.5. ECHANTILLONS :

Il est rappelé que l'entreprise s'engage à remettre en temps et en heure les documentations techniques et environnementales justifiant de la conformité des produits proposés aux exigences du CCTP.

#### **Échantillons :**

L'entrepreneur devra la fourniture et présentation des échantillons de tous matériaux liés au présent lot pour ultime validation par le maître d'Ouvrage dans leur aspect et configuration définitive.

Ces échantillons seront présentés à l'avancement des études, avec présentation globale et définitive le jour de la réunion d'échantillons qui se tiendra en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

### 3.10. COORDINATION AVEC LES AUTRES INTERVENANTS

---

#### **Principes généraux :**

Toute entreprise doit donner satisfaction sur les plans du fini, du fonctionnel et des qualités, définis par les cahiers de Charges exigenciels, les normes en vigueur, les devis descriptifs et les plans.

Pour se faire, elle doit s'assurer de bonnes liaisons avec tous les autres composants qui constituent l'environnement de son action, à savoir :

- Définir et s'assurer que la pose est effectivement possible dans les conditions prévues par lui et le pilote de l'opération
- Définir les solutions de continuité avec cet environnement et les produire en temps utile pour qu'elles soient effectivement réalisées
- Procéder à une réception contradictoire avec les entrepreneurs qui sont chargés de la réalisation de la part antérieure de cet environnement
- Réclamer, s'il y a lieu, les modifications jugées indispensables.

A partir de quoi, l'entrepreneur est seul responsable face aux concepteurs et au Maître d'ouvrage.

Si l'entrepreneur ne donne pas satisfaction il s'expose à un refus de ses ouvrages.

Les limites de prestations, et donc de responsabilité, ainsi définies, elles devront correspondre aux prix de la soumission.

En fonction de l'enclenchement des tâches du planning contractuel, l'entreprise devra la protection des équipements et appareillages posés avant son intervention.

### **3.11. HYGIENE, SECURITE ET SANTE SUR LE CHANTIER**

---

Il appartient à chaque entreprise titulaire, co-traitante ou sous-traitante, de faire respecter à tous ses ouvriers (permanents ou intérimaires), les règles d'hygiène, de sécurité et de santé telles que définies dans le décret et les différents textes d'application.

Il est rappelé que chaque entreprise est concernée par ces règles et qu'elle doit tout mettre en œuvre pour que la sécurité et la santé soient toujours intégrées dans l'exécution de toutes ses tâches sur le chantier.

L'Entrepreneur appliquera toutes les mesures de prévention spécifiques à sa profession, chute de personnel, blessures aux mains, risques liés aux manutentions et mettra en place toute la sécurité de son personnel ou du public.

Dès qu'il y a interactivité entre les tâches, les entreprises concernées doivent également tout mettre en œuvre pour se conformer aux règles de sécurité et de santé.

L'Entrepreneur du présent lot reste responsable de l'entretien et du maintien en place de ces ouvrages.

Conformément à la loi, l'Entrepreneur doit se conformer aux exigences du coordonnateur S.P.S. et tenir compte de ses demandes, sans supplément de prix. L'Entrepreneur doit inclure dans son offre les coûts des dispositions nécessaires au respect de la législation dans ce domaine.

## **4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

---

### **4.1. DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE**

---

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les DTU, Cahier des charges et normes établies par le CSTB, en vigueur à la date de la signature du Marché, et en particulier :

- Code du travail
- NF dernière édition à la date de la signature du Marché
- NF EN 1335 et NF EN 527 : normes ergonomiques
- Classement au feu nécessaire établie par le bureau de contrôle.
- Normes de l'AFNOR homologuées par Décret Ministériel à la date de la signature du Marché
- Recueil des éléments utiles à l'établissement et l'exécution des projets et marchés de bâtiments en France (REEF)
- Prescription et mise en œuvre du fabricant pour les matériaux et procédés titulaires d'un avis technique du CSTB
- Les Règles Professionnelles.
- Réglementation sur la résistance à l'usure et aux charges ISO 7170 et ISO 21015.
- Les règles d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.
- Les spécifications de l'U.N.P.
- Les recommandations professionnelles du SNJF.

Et d'une façon générale, l'ensemble des textes réglementaires, administratifs et normatifs applicables à l'opération tant en ce qui concerne la nature des travaux à réaliser que le type d'établissement concerné et que la nature du marché de travaux passé, non énumérés ici mais que l'Entrepreneur est sensé connaître.

En cas de double emploi, la règle la plus contraignante sera appliquée, le document le plus récent aura priorité. En tout état de cause seront retenues les prescriptions d'exigence maximale figurant sur l'un ou l'autre des documents mentionnés ci-dessus.

### **4.2. SPECIFICATIONS CONCERNANT LES MATERIAUX ET OUVRAGES**

---

#### **4.2.1. GARANTIES**

L'entreprise devra assurer une garantie d'au moins 10 ans sur la stabilité et la tenue des arbres reconstitués et une garantie d'au moins 5 ans sur les traitements ignifuges et la résistance des matériaux.

#### **4.2.2. DESIGN ET ESTHÉTIQUE :**

Les gammes et teintes doivent s'intégrer harmonieusement au concept architectural élaboré par l'Architecte. Les variétés de végétaux doivent être validées par l'architecte avant lancement de commande auprès des fournisseurs.

#### **4.2.3. PROTECTION :**

Tous les ouvrages prévus au titre du présent lot seront livrés finis et posés, et ne devront nécessiter l'intervention d'aucun autre corps d'état.

Les végétaux seront recouvert d'une protection plastique le temps de la réception.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

#### **4.2.1. NETTOYAGE :**

L'Entrepreneur devra le nettoyage des pièces au fur et à mesure de la libération des locaux : Aspiration des sols et époussetage du mobilier.

Tous les déchets seront évacués aux décharges publiques conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (notamment loi W 75.633 du 15 juillet 1975, loi W 92.646 du 13 juillet 1992). Selon la particularité des déchets produits par la présente opération, le Maître d'Œuvre devra avoir une copie des bordereaux de suivi et d'élimination desdits déchets afin de s'assurer de leur correcte évacuation.

En cas de défaillance, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourront faire exécuter les travaux de nettoyage aux frais et périls de chaque Entreprise, y compris pour les répercussions que cette défaillance pourrait avoir sur l'environnement.

### **4.3. CONDITION DE RECEPTION DES TRAVAUX**

---

Les contrôles porteront sur :

- l'espace nécessaire pour l'installation de la décoration végétale.
- la fixation et la résistance des divers éléments, l'aspect final et la conformité aux prescriptions du marché
- respect des règles de sécurité

## 5. DESCRIPTIONS DES OUVRAGES – DÉCORATION VÉGÉTALE

---

### 5.1. GÉNÉRALITÉS

---

#### 5.1.1. Caractéristiques techniques

**Fabrication :**

- Les arbres doivent être fabriqués en France.
- Les troncs et branchages doivent être constitués de bois naturel issu de forêts françaises gérées durablement (certifications FSC ou PEFC).

**Dimensions et design :**

- Les dimensions des arbres seront adaptées aux espaces prévus dans les plans d'aménagement.
- La conception doit être validée par l'architecte du projet avant fabrication.
- Les bacs seront ronds, de différentes tailles mais tous en acier corten.

**Traitement et sécurité :**

- Les arbres doivent être traités pour être ignifugés, conformément aux normes de réaction au feu en vigueur (certificat d'ignifugation à fournir), par un produit de type EUROFLOR Sécurité ALFAFLOR. Application à raison de 4 points par branche.

**Système de fixation :**

- Les modèles de fixation des arbres au sol doivent être validés par un bureau d'études structure du projet.
- Les fixations doivent assurer la stabilité et la durabilité des installations, tout en respectant les contraintes esthétiques.

#### 5.1.2. Performances attendues

**Esthétique :**

- Intégration harmonieuse des arbres dans l'environnement aménagé.
- Finitions de haute qualité, sans défaut visible.

**Sécurité :**

- Stabilité des installations en conditions normales et en cas de sollicitation.
- Respect des normes de sécurité incendie pour les établissements recevant du public.

**Durabilité :**

- Résistance des matériaux dans le temps, sans altération notable de l'aspect.

#### 5.1.3. Fournitures et prestations incluses

**Fourniture et pose des arbres stabilisés :**

- Arbres conformes aux spécifications précédentes.
- Accessoires nécessaires (fixations, bases, traitement).
- Installation conforme aux plans d'exécution et validation sur site (transport et livraison sur site inclus).
- Nettoyage et finition des zones de pose.

**Attestations et certificats à fournir :**

- Modèle d'attestation de PV d'ignifugation.
- Certification d'origine des bois utilisés (FSC/PEFC).
- Documentation des modèles de fixation validée par le bureau d'études.

**Engagements :**

- L'entreprise devra présenter une liste de 5 réalisations similaires en région PACA, incluant des visuels et descriptifs précis.
- L'entreprise devra fournir un cahier d'engagement RSE pour mettre en avant leur investissement vers une démarche durable et responsable.

**5.2. DESCRIPTION DES FOURNITURES**

---

**5.2.1. Espace atrium**

Fourniture et pose d'arbre reconstitué de type :

5.2.1.A. Pin parasol Sylver spécimen (hauteur 500 à 550 cm, diamètre 400 cm) :

- Fourniture d'un spécimen fabriqué en France de type Pin parasol (hauteur 500 à 550 cm, diamètre 400 cm).
- Installation avec système de fixation validé par un bureau d'études.
- Inclus : toutes sujétions d'installation, finition esthétique et stabilisation sur site.
- Support bois diam 120cm au niveau du mobilier pour décor graminées artificielles ht variées surfaçage gravier collé ignifugation des feuillages

5.2.1.B. Pin parasol Sylver spécimen (hauteur 400 à 450 cm, diamètre 350 cm) :

- Caractéristiques identiques au modèle précédent, adaptées aux dimensions réduites (hauteur 400 à 450 cm, diamètre 350 cm).
- Fixations adaptées pour garantir la stabilité à cette hauteur.
- Fourniture et pose d'un bac rond en corten H. 80 x diamètre 120cm

y compris comblement du bac avec du polystyrène ignifugé, surfaçage gravier collé

y compris décor graminées artificielles ht variées (ignifugation des feuillages inclus)

5.2.1.C. Pin parasol Sylver régular (hauteur 200 cm, diamètre 180 cm, houppier 50 cm) :

- Fourniture et pose spécifique pour un arbre de type Pin parasol de petite taille (hauteur 200 cm, diamètre 180 cm, houppier 50 cm), avec prise en compte de la proportionnalité pour garantir l'esthétique.
- Fourniture et pose d'un bac rond en corten H. 60 x diamètre 100cm

y compris comblement du bac avec du polystyrène ignifugé, surfaçage gravier collé

y compris décor graminées artificielles ht variées (ignifugation des feuillages inclus)

**5.2.2. Pots individuels des bureaux et circulations**

Fourniture de bacs ronds en corten avec des tailles variées (H. 40 à 60 cm, diamètre 100 cm).

Plantes artificielles variées composées d'herbacées, surfaçage minéral collé, de type herbe large esprit cannes de Provence et herbe touffue. Hauteur (plante seule) : 100 à 150 cm.



y compris comblement du bac avec du polystyrène ignifugé, surfacage gravier collé  
y compris décor graminées artificielles ht variées (ignifugation des feuillages inclus)